

Texte des interventions faites par Raymond Zerline devant des scolaires sur le sujet du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2023

Bonjour

Je n'ai pas la prétention de remplacer votre professeur.

Il se fait que j'ai traversé la Seconde guerre alors que j'avais vos âges, entre 14 et 18 ans et donc que je suis un témoin de cette époque ; témoin et acteur.

D'autant que le thème du concours 2023 de la Résistance et de la déportation traite de l'école

Je vais donc vous lire un texte par lequel je fais rapidement le point sur ce thème puis j'essayerais de répondre à toutes les questions que vous pourrez me poser.

Pour bien comprendre l'Histoire, il est nécessaire d'en connaître le contexte.

De tenter de si plonger.

Ainsi, dans les années 1940 les chevaux étaient plus nombreux que les automobiles. Il n'était pas rare de connaître des petits villages sans électricité ni eau courante, encore moins de téléphone. Le téléphone portable, lui, n'existait pas. La radio, oui, mais pas le transistor, ni la télévision, ni l'ordinateur, ni Internet, les jeux vidéo. la machine à laver et peu de réfrigérateurs.

Pas si ancien puisque je l'ai vécu. Un autre monde quand même.

Il en était de même concernant l'école, thème du Concours.

Filles et garçons fréquentaient des écoles séparées. Nombre de villages ne possédaient qu'une classe unique pour filles et une pour garçons. Pendant que les uns apprenaient l'alphabet, d'autres en étaient à l'étude des fractions. Les enseignants pouvaient se permettre de « tirer les oreilles » des élèves. Pas seulement au sens réprimande mais réellement, jusqu'à faire très mal, ou taper sur les doigts à l'aide d'une règle. Et fort souvent le père doublait la punition par une gifle. Les mœurs étaient plus rudes.

Heureusement, s'il existe encore des attardés, notre monde a progressé.

La France comptait 6 millions de scolarisés pour plus de 12 millions aujourd'hui. Le double ! C'est énorme. C'est que seulement 200.000 jeunes fréquentaient les collèges pour 3.400.000 aujourd'hui et seulement 100.000 fréquentaient les lycées contre 2.250.000 aujourd'hui auxquels s'ajoutent 600.000 garçons et filles des écoles professionnelles, rares à l'époque.

Sur les 6 millions de scolarisés d'avant-guerre 5.700.000 entrèrent en apprentissage ou dans le monde du travail dès l'âge de 12 ans, Ce ne sera qu'en 1936, à la veille de la guerre, que l'école deviendra obligatoire jusqu'à 14 ans et l'apprentissage toléré à partir de 12 ans.

Ajoutons que collèges et lycées n'étaient pas entièrement gratuits comme à présent. Quelle avancée !

Concernant les instituteurs, aujourd'hui appelés « professeurs des écoles ». Ils apprenaient leur profession dans des écoles appelées « écoles normales » séparées, elles aussi, entre jeunes filles et jeunes gens. 160.000 enseignants pour toute la France en 1940 contre 1.200.000 aujourd'hui. 350.000 dans le primaire et 850.000 dans le secondaire.

Même si tout n'est pas encore parfait, là encore, quel progrès !

En ces années d'avant-guerre, l'école laïque était encore fortement critiquée. En réaction les enseignants s'affirmaient profondément républicains. Des femmes et des hommes qui non seulement voulaient instruire leurs élèves mais visaient aussi à les former à être des citoyens, filles et garçons ouverts au progrès, au vrai patriotisme, à l'humanisme.

Ce pourquoi les nationalistes de l'époque les critiquaient vertement. Pétain allait s'y employer. Déjà en 1934, ministre de la guerre, il réclamait, en plus, la tutelle de l'éducation nationale, en précisant : « *je m'occuperai des instituteurs communistes* ».

Des instituteurs l'étaient, communistes, mais en vrai, Pétain englobait tous les instituteurs progressistes, humanistes et pacifistes. Ce pourquoi, dans « La revue des deux mondes » parue en décembre 1934, il précisait : « *L'instituteur, le professeur, l'officier participent à la même tâche, ont à s'inspirer des mêmes traditions et des mêmes vertus* ».

Militariser l'éducation, voilà qui explique sa revendication d'avoir voulu être à la fois ministre de la Guerre et ministre de l'Éducation nationale. C'était deux ans plus tôt, en 1932, que le « Ministère de l'instruction publique » était devenu « de l'éducation nationale ». Un changement du sens de l'école, de son but. Sitôt parvenu au pouvoir, Pétain lui restitua son ancien nom.

Pourtant, le 21 février 1941, le terme « éducation » sera rétabli. Pourquoi ? J'avoue ne pas le savoir.

Devenu chef de l'état, doté des pleins pouvoirs, Pétain et son gouvernement s'en prennent à l'école de la République. Sans plus attendre, à peine deux mois après l'armistice, le 13 août 1940, les instituteurs connus comme francs-maçons sont révoqués, le 3 septembre, la loi interdisant d'enseigner aux congrégations religieuses est abrogée. En dehors des horaires scolaires, le catéchisme est autorisé. On peut y apprendre ce chant :

*« Sous le regard de Dieu
Obéissant aux consignes du Maréchal Pétain notre chef
Enfant de France, au travail pour la famille et la patrie ».*

Adieu la laïcité qui permet au croyant ou au non-croyant, au catholique, au musulman, au juif ou à tout autre, sans exhibitionnisme exagéré, de cohabiter en toute amitié.

Le 18 septembre, les écoles normales qui formaient les instituteurs sont supprimées. Le journal nazi « Pariser Zeitung » s'en félicite : « *des centres d'influence socialiste* », écrit-il. Le 3 octobre, les enseignants Juifs sont révoqués ainsi que les communistes et les syndicalistes. Une commission de révision des programmes scolaires est désignée mais le difficile approvisionnement en papier retarde l'impression de nouveaux manuels. En revanche, une liste d'interdiction de livres et de manuels est publiée fin juillet, dite « liste Bernhard », complétée le 4 octobre par une liste nazie dite « liste Otto ». Sont notamment interdits les livres dont les auteurs sont Juifs ou qui s'étendent trop sur la Révolution française ou les conflits franco-allemands.

Pour terminer cette rapide photographie de l'école en ces années 1940, il faut savoir que 11.000 enfants, Français juifs, âgés de 6 à 17 ans, enfants de nos écoles de France, ont été déportés pour être assassinés parce que venus au monde comme Juifs, nés Juifs, comme tout un chacun peut naître Breton, Basque, catholique, musulman.

11.000 enfants de nos écoles !

Et aussi, moins dramatique mais sources de souffrances physiques, durant ces années 1940, les restrictions alimentaires.

Enfants de ces années nous avons subi une perte de taille de près de dix centimètres. Chacun était doté d'une carte d'alimentation et de tickets dont la valeur variait en fonction des possibilités du moment.

Ainsi, concernant la semaine du 10 au 17 mai 1942, à Paris, parce que la valeur dépendait aussi du lieu, 100 grammes de viande pour toute la semaine plus 90 grammes pour les jeunes de 13 à 21 ans. Soit 190 grammes. La valeur d'un Mac Do par semaine ! Ils y eu, rarement, des semaines à 300 grammes. Un luxe. Pour tenter de nous maintenir en état d'étudier, tous les matins nous recevions un bonbon ou un biscuit vitaminé plus un verre de lait.

Des restrictions en tout domaine, en tout ce qui fait la vie : les vêtements, les chaussures, les moyens de transport, l'électricité, le gaz, le bois et le charbon pour se chauffer, les fournitures scolaires.

Et aussi les interdits comme celui de danser, de prendre des photos dans les rues, de sortir de chez soi la nuit entre 23 heures et six heures, d'écouter les radios étrangères.

Plus les obligations comme celle de faire chanter en chœur les écoliers :

*Maréchal, nous voilà,
Devant toi, le sauveur de la France.
... Tu nous a redonné l'espérance ...*

C'est face à cette situation, face aux dictatures nazie venue d'Allemagne, fasciste venue d'Italie, pétainiste érigée en France, face au racisme, au mal vivre, devant une France blessée, dans un refus venu du fond des âges, que va se dresser la Résistance, y compris à l'école.

En 1940, ce qui va être appelé « La Résistance » n'existe pas encore, il faut la créer de toute pièce.

Des femmes, des hommes, d'eux-mêmes, sans ordres reçus de qui que ce soit, se groupent de ci de là et éditent sur des imprimeries de fortune ce que l'on peut appeler des tracts, voire des petits journaux. Ils appellent à ne pas perdre espoir, à ne pas baisser la tête, à faire face.

Des femmes et des hommes, les pionniers de la Résistance, dont les groupes finissent par se rencontrer ; des ruisseaux qui vont devenir rivières puis fleuves.

Il y aura cinq façons de résister :

- -L'information et les appels à agir
- -Les protestations, sinon la révolte, les grèves à l'encontre des conditions de vie
- -La sauvegarde des pourchassés, l'entraide, l'aide aux évadés
- -L'espionnage et le renseignement
- -Les sabotages et les actions armées

Il est évident que cette Résistance sera pratiquement absente dans les écoles primaires aux élèves âgés de moins de douze ans.

Encore que, hors de l'école, des moins de 12 ans ont agi en tant qu'agents de liaisons. tout comme, hors de l'école, des instituteurs ont œuvré dans la Résistance, et que des écoles ont accueilli des enfants pourchassés.

Une Résistance qui fut présente dans nombre de collèges, lycées et universités.

Ainsi au lycée garçons Longchamps, à Bordeaux, dès la rentrée scolaire, bon nombre s'exercent à fabriquer des engins inflammables à jeter dans les voitures nazies ou à aiguiser des outils crève-pneus ... Avec des succès tout relatifs.

Au lycée fille Racine, à Paris, le 7 décembre 40, sur le tableau de la classe d'allemand resplendit une anonyme inscription : « *Vive de Gaulle* », que personne ne songe à effacer. La professeure arrive, qui doit utiliser le tableau. Ce qu'elle fait mais en contournant soigneusement l'inscription, qu'elle non plus n'efface pas.

Pour le 5 novembre 1941, de Gaulle avait appelé à un « garde à vous » de 16 h à 16h5 en réplique à des fusillades d'otages ; un appel à rester debout, sans bouger ni parler. Alors que la professeure de solfège les interroge, aucune élève ne répond. Un unanime silence qui en dit long.

Apparemment des petits gestes mais qui pouvaient coûter des temps de prison. Preuve de courage et aussi que ces jeunes étaient restés sourds au matraquage de propagande que diffusaient radio, presse, affiches, discours et meetings.

Au lycée garçons Jean-Baptiste Say, à Paris, durant l'hiver 40-41, un petit groupe édite un journal imprimé à l'aide d'un jouet, à savoir une imprimerie d'enfant. Quelques exemplaires que des élèves se repassent sous le manteau, multipliant ainsi le nombre de lecteurs. Un restaurateur a droit de posséder de la pâte à polycopier pour écrire ses menus. Son fils y puise et le petit journal clandestin s'améliore. Il est titré *Stand Up* : « Debout ! ». Son contenu est recueilli le soir aux émissions interdites et brouillées de la BBC de Londres.

Au lycée garçons Gay Lussac, à Limoges, au lendemain de l'invasion totale de la France en 1942, se créent deux groupes de Résistance. L'un rattaché au « Front national de libération », l'autre, indépendant, appelé « le 17ème barreau ». Ils croient que 17 est le plus haut grade, celui de maréchal ! Or Maréchal est un titre, pas un grade. Ainsi Pétain, condamné à mort, démit de son titre, n'a plus le droit d'être appelé « maréchal ».

Le 17ème barreau et le FNL se mêlent et collent ensemble des papillons sur les murs de Limoges. Ils réussissent à imprimer des tracts sur du papier que subtilise le fils d'un imprimeur. En avril 43 ils tentent d'incendier les Messageries d'où est ventilée la presse collaboratrice. Des policiers « français » les interpellent et parviennent à en arrêter plusieurs. Finalement la quasi-totalité, arrêtée, maltraitée, jugée, connaîtra la prison.

Il ne faut pas croire, agir n'est pas facile.

Il ne suffit pas de résister à la propagande et de s'estimer opposé aux nazis. Encore faut-il que quelques élèves osent se concerter en confiance, et décident « de faire quelque chose ». Mais quoi faire, comment faire, avec quel matériel ?

Quand tout est contingenté et est interdit tout ce qui pourrait aider.

Quand, de plus, parmi les élèves et les enseignants certains affichent leurs sentiments anglophobes et leur accord avec la « Révolution nationale » prônée par Pétain. Ainsi, au lycée Jean-Baptiste Say, à Paris, alors que des élèves Résistants diffusent « Stand Up », le 6

novembre 1942 un élève demande à créer un groupe de « Jeunes du Maréchal ». Très vite, le 26, le ministre accorde son autorisation.

Pas facile non plus de s'organiser en groupe de Résistance quand les polices veillent et que les autorités administratives réagissent avec vigueur devant tout acte hostile.

Ainsi ce 7 juin 1941, quand le Secrétariat d'état à l'Education nationale s'adresse aux recteurs d'académie : « *Je vous demande instamment de redoubler de vigilance et de fermeté (...) Il ne se passe pas de semaine sans que l'on me remette des tracts distribués aux élèves et diffusés par eux ; on me signale aussi presque chaque jour des inscriptions contraires à la volonté du Chef de l'Etat* ». Suit une série de sanctions qui seraient prises à l'encontre des coupables, élèves et maîtres. Un texte tout à la fois de menace, d'aveu de faiblesse et de preuve d'une jeunesse de refus.

Me concernant, tout a commencé le 11 novembre 1940.

J'étais en 2ème d'un Cours complémentaire industriel de Paris, lycée professionnel rare à l'époque, ce qui explique que l'entrée se faisait sur concours.

Ce 11 novembre, nous apprenons qu'un rassemblement aura lieu aux Champs-Élysées vers 18h. A plusieurs, nous décidons de nous y rendre et le faisons savoir ; viendra qui voudra.

Le 11 novembre ! Journée commémorative de l'armistice victorieux de 1918. Mais nous sommes en 1940 ! Journée aux rassemblements formellement interdits par les autorités préfectorales et surtout par les autorités d'occupation nazie.

L'appel à désobéir par sa présence aux « Champs » et devant la Tombe du Soldat inconnu, émanait de tout le monde et de personne. Des milliers de Parisiens s'y recueilleront y déposant des fleurs en un épais tapis.

L'appel pour les 18 heures visait le monde scolaire et étudiant. C'est vers 17h30 que se sont élevés, en cris de ralliement, les « Vive la France », suivis de la « Marseillaise » et du « Chant du départ », plusieurs fois répétés. Des soldats nazis sont rapidement intervenus, matraquant à tout va, tandis que des policiers « français » procédaient à des arrestations. Rassemblés là, contre vent et marée, peut-être 3.000 jeunes sur une population scolaire considérablement moindre qu'aujourd'hui.

Ce n'était pas rien. Le journal clandestin, *L'Université Libre*, dans son N°1 de novembre 1940, son premier numéro, écrivait, commentant ce 11 novembre : « *Une jeunesse fière de ses traditions a osé dire tout haut ce que nous pensons tout bas : que la France ne sera jamais un pays d'esclaves* ».

Notre rendez-vous était au métro Bastille, direction place de l'Etoile. Nous étions d'abord entrés chez nous pour déposer nos cartables et prévenir nos parents. Nous étions une vingtaine de ma classe. Ni peur, ni pas peur. Pas vraiment le sentiment de « monter au front ». Un peu tendus quand même, tout à la fois graves et un peu excités. Aucun débat entre nous pour expliquer notre présence. Un raisonnement avait-il seulement motivé notre décision ? Non. Le sentiment d'une évidence : nous nous devons d'être là. Point. Ignorant du lieu exact où nous rendre, nous sommes descendus au métro Concorde. A peine à l'air libre, nous apercevons des soldats poursuivant des jeunes vers la rue Royale.

Demi-tour ! Nous sommes redescendus dans le métro. Que pouvions-nous faire d'autre ?

Ce même jour, au collège de Compiègne, des lycéens de terminale avaient déposé une gerbe de fleurs au pied du panneau sur lequel étaient gravés les noms des anciens élèves morts durant la Première Guerre mondiale. Le chef d'établissement fut immédiatement muté et une demi-douzaine de lycéens subirent huit jours d'emprisonnement.

De Vichy, ceux qui avaient confisqué la République avaient compris la menace. Ils se devaient de répliquer.

Outre des licenciements à haut niveau les collèges, lycées, universités parisiens furent fermés durant deux mois. Puis Baudoin, le ministre de l'intérieur, se lança dans un rappel à l'ordre que notre directeur fut tenu de nous lire, rassemblés dans la cour de l'école : « *Vous, jeunes, vous n'avez rien à donner que vous-mêmes, que votre temps, votre labeur, votre dévouement (...) Vous vous abstenrez de discours (...) Vous servirez avec discipline (...)* ».

Jusqu'à Pétain qui avait décidé de s'en mêler. C'est dire ! Le 29 décembre 40, à la veille de l'an neuf, saisissant son micro, il tentait de nous exhorter : « *C'est à vous, jeunes Français, que je m'adresse aujourd'hui (...) Vous souffrez dans le présent, vous êtes inquiets pour l'avenir (...) L'atmosphère malsaine dans laquelle ont grandi beaucoup de vos aînés a détendu leur énergie ; amolli leur courage et les a conduits par les chemins fleuris du plaisir à la pire catastrophe de notre histoire (...) Apprenez donc à travailler en commun, à réfléchir en commun, à obéir en commun (...)* ».

Les jeunes ont toujours critiqué la génération adulte. Tout de même, Pétain, lui qui avait effacé notre devise *Liberté, Egalité, Fraternité* pour la remplacer par *travail, famille, patrie*, faisant de la famille la cellule de base du pays, ce même Pétain affirmant « vos parents sont des ramollis ayant parcouru les chemins fleuris du plaisir » ! Le chef de tous les Français prenait là un fort risque auprès des aînés. Il faut croire que la secousse du 11 novembre infligée par les écoles de Paris avait dû lui paraître être un séisme pour en arriver là. Sans être assuré, voire au contraire, d'être suivi dans son « *apprenez à obéir en commun* ».

Moi, j'étais resté sur ma faim.

Je considérais mon 11 novembre comme un échec ; Il me fallait une suite.

Ce fut en allant acheter je ne sais plus quoi au proche « Prisunic » et en voyant les paquets d'étiquettes que se produisit l'étincelle. Blanches, ceintes d'un liseré bleu, enduites prêtes à être collées, il ne leur manquait qu'un « *Vive la France* » écrit au crayon rouge pour devenir un « papillon » tricolore et patriotique à coller sur nos murs.

Mon premier « papillon » ; je l'ai collé en me rendant à mon école, passage de la Main d'Or, entre le faubourg Saint-Antoine et la rue Trousseau, célébrant ainsi mon anniversaire. C'est qu'en ce 3 décembre 1940, j'avais atteint mes 14 ans.

Mon papillon ? J'en ai parlé à un proche de ma classe, puis à un autre et encore un autre, des « sûrs » qui me semblaient discrets et décidés. Nous avons été une dizaine à « coller » presque tous les jeudis après-midi. Le jeudi était alors notre jour de repos et le soir, à nos âges, nos parents auraient refusé des sorties trop tardives.

Mais les étiquettes étaient coûteuses et en acheter fréquemment risquait de nous faire repérer. En revanche, nous pouvions acheter, moins coûteux, des « cahiers brouillons » dont chaque page pouvait être découpée en quatre ou six « papillons » non « prêts à être collés », ceux-là, et nous ne pouvions arborer ouvertement un pot de colle. Nous avons fini par réussir une colle mi-épaisse à base de gomme arabique que nous versions dans des tubes étroits facilement camouflables que nous avons réalisés en soudant des morceaux de tuyaux de plomberie. Un pochoir pouvant y pénétrer faisait office de pinceau. Deux colleurs s'activaient devant un mur ou un réverbère entourés de deux ou trois « acolytes » les

camouflant, petit groupe de jeunes plus ou moins chahutant tandis que plus éloignés, un de chaque côté faisait le guet. Et ce jusqu'à la mi-juin 1942, quand, après avoir passé nos CAP nous nous sommes séparés pour entrer chacun dans la vie professionnelle.



Il ne faut pas croire. Nous prenions de gros risques. 14, 15 ans, c'était direct *la maison de redressement*, sinistre prison pour enfants. 16 ans, c'était la prison, la déportation, parfois le peloton d'exécution.

C'est le lycéen Robert Déan, du lycée David d'Angers, à Angers, qui écrit avant d'être fusillé :

« Mon papa chéri, ma maman chérie,

Cette lettre est un adieu, l'adieu d'enfant fait homme dans de tragiques circonstances (...) J'aurais été digne de vous, digne de mon pays. Je ne m'adresse qu'un reproche, c'est celui de faire pleurer mon papa et ma maman (...) Je vais partir les yeux clairs, la conscience propre, désespérément plein d'espoir pour les autres, pour un monde plus beau, plus heureux, d'où la mort sera chassée (...) Mon dernier cri sera un cri d'amour.

Courage ».

Robert Déan, fusillé à Paris, à la prison de la Santé, le 5 octobre 1942, à 16h35.

La Résistance à l'école ne touche pas que les élèves. Nombre de professeurs ont été à l'origine de la formation de groupes, voire de Mouvements rayonnant sur des zones entières. Côté instituteurs, nombreux, dans les villages, faisaient fonction de secrétaires de mairie. A ce titre, bien souvent, ils ont secouru des prisonniers de guerre évadés, des jeunes réfractaires au Service de Travail Obligatoire en Allemagne, des Juifs ou autres pourchassés en quête d'un refuge, en parvenant à leur fournir des papiers d'identité et des tickets d'alimentation.

Pas sans risque. Yves Maréchal, instituteur et secrétaire de mairie à Bacouel, dans l'Oise, sera déporté à Buchenwald. Il mourra le 17 avril 1945 au moment de sa libération.

Résister. Parmi d'autres, c'est l'instituteur Edmond Léveillé.

Prisonnier de guerre, il s'évade et obtient un poste à Gouvieux, dans l'Oise. Son attitude de révolte lui vaudra sa révocation. Il obtient une précoce « mise à la retraite ». Il œuvre alors au sein du clandestin « Secours populaire » qui vient en aide aux pourchassés et aux familles de Résistants emprisonnés. En 1941 se crée le Mouvement « Front national de libération ». Fort de tous ses contacts clandestins, Léveillé recrute, pour beaucoup dans le milieu enseignant, et devient le responsable départemental du Mouvement. Il fonde un journal clandestin, « Le Patriote de l'Oise ». Il sera aussi à l'origine du « Comité départemental de libération » qui regroupera toutes les organisations résistantes de l'Oise.

A la veille du débarquement, le 24 avril 44, l'instituteur Edmond Léveillé sera arrêté. Resté sans un mot malgré les tortures, il sera fusillé près d'Amiens le 25 mai 1945.

Nous en arrivons à la seconde partie du Concours.

Je serais plus bref étant beaucoup moins qualifié pour traiter le sujet.

Le 20 août 1944, dans Paris en insurrection, les professeurs Edmond Lablénie et Robert Gruppo, pionniers animateurs de la Résistance dans les lycées parisiens, occupent le Ministère de l'Education nationale.

Des listes sont dressées pour évincer les collaborateurs trop zélés et réintégrer les victimes de ce qui fut une « chasse aux sorcières ».

Des programmes « dépetainisés » et même rénovés par rapport à ceux d'avant-guerre, sont étudiés.

L'Esprit qui domine et qui guide la rénovation de l'Education nationale a été établi lors de l'élaboration de ce qui est appelé « Le programme du Conseil national de la Résistance », Conseil qui réunissait toutes les familles politiques et résistantes de l'époque.

Ce programme promettait : « La possibilité effective pour tous les enfants de France de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires ».

Une révolution pour l'époque. Dans les faits pas toujours réalisée, même de nos jours, pour des raisons sociétales, de budget et, sans cesse à mettre à jour, pédagogiques.

En conclusion, concernant le Concours, permettez-moi un conseil.

Celui de consulter, outre votre professeur, les archives et documents de votre CDI, en particulier la brochure éditée spécialement pour ce concours 2023 par la « Fondation de la Résistance ». Je m'en suis tenu éloigné le plus possible pour éviter les doublons.

Pour ceux qui le peuvent, consultez les Archives départementales.

Et bien sûr Internet en vous méfiant des sites propageant des opinions contraires aux idéaux républicains voire révisionnistes allant jusqu'à réhabiliter Pétain.

Concernant cette époque qui fut d'un noir d'encre, ce qui nous a animé, c'est que nous avons constamment, chevillé au corps, cette évidence que chacun est responsable et se doit d'agir en citoyen, et aussi, tapi au fond de nous, l'espoir.

L'espoir et même la certitude d'un monde meilleur à venir, pour la France et au-delà, d'un monde où l'amour triomphera de la haine.

A présent, réside en nous toujours un espoir, et même une certitude, celle de vous savoir partager, à votre tour, les valeurs qui nous animaient.